

Mai 2013

F



منظمة الأغذية
والزراعة للأمم
المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food and
Agriculture
Organization
of the
United Nations

Organisation des
Nations Unies
pour
l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones Unidas
para la
Alimentación y la
Agricultura

CONFERENCE

Trente-huitième session

Rome, 15-22 juin 2013

La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture: Des systèmes alimentaires durables au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition

Résumé

Les dernières estimations en date de la FAO indiquent que la proportion de la population mondiale souffrant de sous-alimentation est d'environ 12,5 pour cent, alors qu'elle atteignait presque 50 pour cent en 1947. Il s'agit là d'un progrès remarquable, cependant, 868 millions de personnes continuent de souffrir de la faim et on estime à 2 milliards le nombre de personnes qui présentent une ou plusieurs carences en micronutriments et à 1,4 milliard celles qui sont en surpoids (parmi lesquelles 500 millions sont obèses). L'agriculture contribue de manière essentielle à la nutrition humaine par le jeu de la production, des prix et des revenus, mais elle pourrait, conjointement avec le système alimentaire global (qui comprend la transformation après récolte, la distribution et la vente au détail), apporter bien davantage. Un certain nombre de mesures précises, citées dans le présent rapport, permettraient de rendre les systèmes alimentaires dans leur ensemble, de la production à la consommation, plus efficaces en matière d'amélioration de la nutrition et plus durables sur le plan environnemental.

Décisions que la Conférence est invitée à prendre

La Conférence:

- prend note de la persistance de la sous-alimentation, de la dénutrition et des carences en micronutriments ainsi que de l'émergence de problèmes de surpoids et d'obésité dans de nombreuses régions du monde, sachant que différentes formes de malnutrition peuvent coexister dans le même pays, dans le même ménage et chez le même individu;
- est consciente qu'il est possible de rendre les systèmes alimentaires plus durables et plus propices à l'obtention de bons résultats nutritionnels, et qu'il est nécessaire d'adopter une approche multisectorielle englobant l'agriculture et les systèmes alimentaires, la santé, l'assainissement, la protection sociale, l'emploi et l'éducation;
- demande à toutes les parties prenantes concernées de travailler de concert à combler les lacunes qui subsistent dans les données de base relatives aux régimes alimentaires et à l'état nutritionnel; à évaluer l'impact sur les résultats nutritionnels des interventions agricoles appuyées par une assistance alimentaire; à encourager les pratiques de gestion et les technologies qui améliorent la durabilité et la nutrition; à évaluer les effets des marchés, des échanges et de la structure des marchés sur la durabilité environnementale et la nutrition humaine; et à cerner le rôle du choix des consommateurs dans la réalisation des objectifs relatifs à la nutrition et à la durabilité.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

Mme Terri Raney
Économiste principale et éditrice du rapport SOFA
Tél.: +39 06570 52401

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org



mg413fa1

Table des matières

	Paragrophes
I. Introduction	1
II. La malnutrition dans le monde	2 – 11
III. Pourquoi la nutrition est-elle importante?	12 – 16
IV. Changements et défis dans les systèmes alimentaires d'aujourd'hui	17 – 20
V. Possibilités d'amélioration de la nutrition offertes par les systèmes alimentaires	21 – 47
A. La production agricole au service de l'amélioration de la nutrition	26 – 32
B. La nutrition dans les chaînes de production alimentaire	33 – 39
C. Aider les consommateurs à améliorer leur nutrition	40 – 47
VI. Questions intersectorielles dans les systèmes alimentaires tenant compte de la nutrition	48 – 52
A. Rôles dévolus à chacun des deux sexes en vue d'améliorer les résultats nutritionnels	49 – 50
B. Systèmes alimentaires durables	51 – 52
VII. Lacunes dans les connaissances et les données	53
VIII. Conclusions	54 – 56

I. Introduction

1. La première édition de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, publiée en 1947, indiquait qu'environ la moitié de la population mondiale souffrait de malnutrition chronique. À l'époque, la malnutrition était envisagée principalement en termes d'apports énergétiques inadéquats, dus à des pénuries alimentaires et à la pauvreté. Entre-temps, notre connaissance de la malnutrition¹ et de ses causes s'est affinée, et les systèmes alimentaires² ont commencé à jouer un rôle bien plus complexe dans le fait de faciliter, ou de saper, selon les cas, l'amélioration de la nutrition. Accroître la disponibilité, la sécurité sanitaire, la diversité et la qualité nutritive de la nourriture, et faciliter l'accès à celle-ci, reste un défi majeur, en particulier au vu de l'augmentation attendue de la demande de produits alimentaires au cours des prochaines décennies. Cependant, si nous voulons éradiquer l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes, nos modes de production et d'utilisation des denrées alimentaires doivent devenir plus durables sur le plan environnemental et plus exigeants quant à la qualité nutritionnelle.

II. La malnutrition dans le monde

2. Nous vivons aujourd'hui plus longtemps et en meilleure santé que jamais auparavant, du fait d'un certain nombre de facteurs, tels que les progrès réalisés dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, les services de santé, l'accroissement des disponibilités alimentaires et un meilleur accès à la nourriture. De fait, les dernières estimations en date de la FAO indiquent que la proportion de la population mondiale qui ne bénéficie pas d'un apport calorique suffisant est actuellement de 12,5 pour cent, alors qu'elle atteignait près de 50 pour cent en 1947 (FAO, 1947)³. Même s'il s'agit là d'un progrès remarquable, 868 millions de personnes souffrent encore de la faim. En outre, on estime à 2 milliards le nombre de personnes qui présentent une ou plusieurs carences en micronutriments (FAO, 2012)⁴ et à 1,4 milliard celles qui sont en surpoids, parmi lesquelles 500 millions sont obèses (OMS, 2013a)⁵.

3. Le retard de croissance (taille insuffisante par rapport à l'âge) chez les enfants de moins de 5 ans est un indicateur de dénutrition largement utilisé, car il reflète les effets des privations nutritionnelles et des maladies chroniques à long terme et constitue une puissante variable explicative des lourdes difficultés qu'engendre la dénutrition tout au long de la vie. Entre 1990 et 2011, la

¹ La malnutrition est un état physiologique anormal dû à une consommation inadéquate, excessive ou déséquilibrée des macronutriments (glucides, protéines, lipides) et micronutriments (vitamines et minéraux) nécessaires pour mener une vie saine et active. Cet état comprend donc la sous-alimentation (apports énergétiques insuffisants), les carences en micronutriments ou les excès de micronutriments, et une consommation excessive de certains composants alimentaires, tels que les graisses et les sucres, souvent accompagnée d'une faible activité physique (aboutissant à la surcharge pondérale et à l'obésité, ou à la suralimentation) (FAO. 2011. Évaluation du rôle de la FAO et de ses activités dans le domaine de la nutrition. Rapport final. PC 108/6. Rome: FAO). Les parasites et les maladies qui perturbent l'absorption des nutriments peuvent contribuer à la malnutrition.

² Les systèmes alimentaires englobent un éventail complet d'activités liées à la production, à la transformation, à la commercialisation, à la consommation et à l'élimination de produits issus de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche, y compris les intrants nécessaires et les produits générés à chacun de ces stades. Entrent également en jeu les personnes et les institutions qui amorcent ou freinent le changement dans ces systèmes, ainsi que l'environnement sociopolitique, économique et technologique dans lequel ces activités sont menées. Adaptation à partir de FAO. 2012. Sustainability Assessment of Food and Agriculture Systems (SAFA) 2012. Rome: FAO. www.fao.org/fileadmin/templates/nr/sustainability_pathways/docs/SAFA_Guidelines_12_June_2012_final_v2.pdf.

³ FAO. 1947. Situation mondiale pour 1947 de l'alimentation et de l'agriculture. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome. (disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/docrep/017/ap635f/ap635f.pdf>)

⁴ FAO, FIDA et PAM. 2012. L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde: La croissance économique est nécessaire mais elle n'est pas suffisante pour accélérer la réduction de la faim et de la malnutrition. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome.

⁵ OMS. 2013a. Aide-mémoire N° 311. <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs311/fr/>.

prévalence du retard de croissance a diminué de 16,6 points de pourcentage d'après les estimations, passant de 44,6 pour cent (284 millions) à 28 pour cent (160 millions) dans les pays en développement (figure 1). Le progrès réalisé est indéniable, mais les chiffres demeurent malgré tout élevés, rappelant le défi que constitue l'éradication pure et simple de la faim et de la malnutrition.

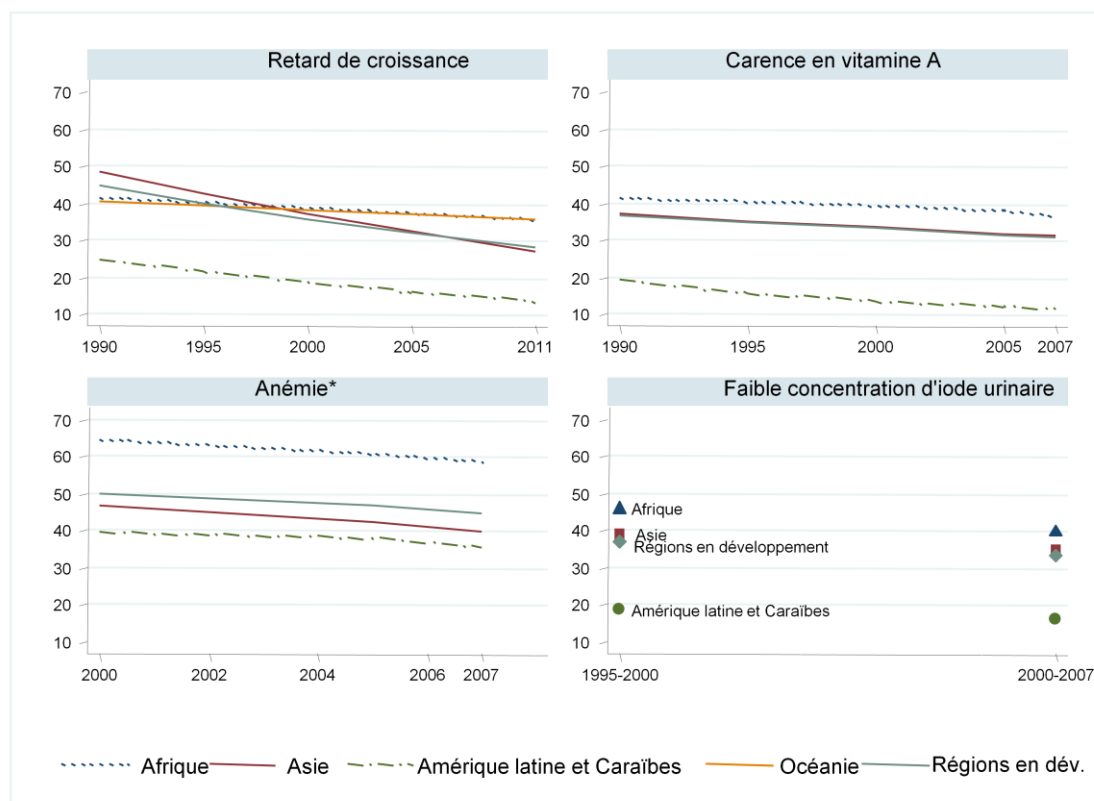
4. Les trois mesures les plus fréquentes des carences en micronutriments et troubles connexes concernent la vitamine A, l'anémie (ferriprive) et l'iode (figure 1). Une carence en vitamine A perturbe le fonctionnement du système visuel et nuit au maintien des fonctions cellulaires assurant la croissance, la production de globules rouges, l'immunité et la reproduction; elle est la première cause de cécité chez les enfants. En 2007, on a estimé à 163 millions le nombre d'enfants de moins de 5 ans présentant une carence en vitamine A dans les régions en développement, soit une prévalence d'environ 31 pour cent, contre environ 36 pour cent en 1990 (Comité permanent de la nutrition, 2010)⁶.

5. La carence en fer est la principale cause de l'anémie. L'anémie ferriprive a des effets néfastes en matière de développement cognitif des enfants, d'issue des grossesses, de mortalité maternelle et de capacité de travail des adultes. D'après les estimations, la prévalence de l'anémie a légèrement reculé chez les enfants de moins de 5 ans, passant de 50 pour cent en 2000 à 44 pour cent en 2007 (Comité permanent de la nutrition, 2010).

6. Les carences en iode altèrent les fonctions mentales de 18 millions de nouveau-nés chaque année. On estime que la prévalence du goitre (révélateur d'une période prolongée de carence, évaluée chez les adultes et/ou les enfants) dans les régions en développement est passée de 16 pour cent à 13 pour cent entre les périodes 1995-2000 et 2001-2007 (compte tenu d'une disponibilité limitée des données, les moyennes régionales n'ont été représentées que pour ces deux périodes). Les faibles concentrations d'iode urinaire (reflétant une carence actuelle en iode) sont passées de 37 pour cent à 33 pour cent (Comité permanent de la nutrition, 2010).

⁶ Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies. 2010. Sixth report on the world nutrition situation: Progress in nutrition. Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies, Genève.

Figure 1. Prévalence du retard de croissance et des carences en micronutriments chez les enfants, par région en développement



Note: * l'anémie résulte de plusieurs facteurs, dont une carence en fer. ** On a mesuré une faible concentration d'iode urinaire dans l'ensemble de la population, et non uniquement chez les enfants.

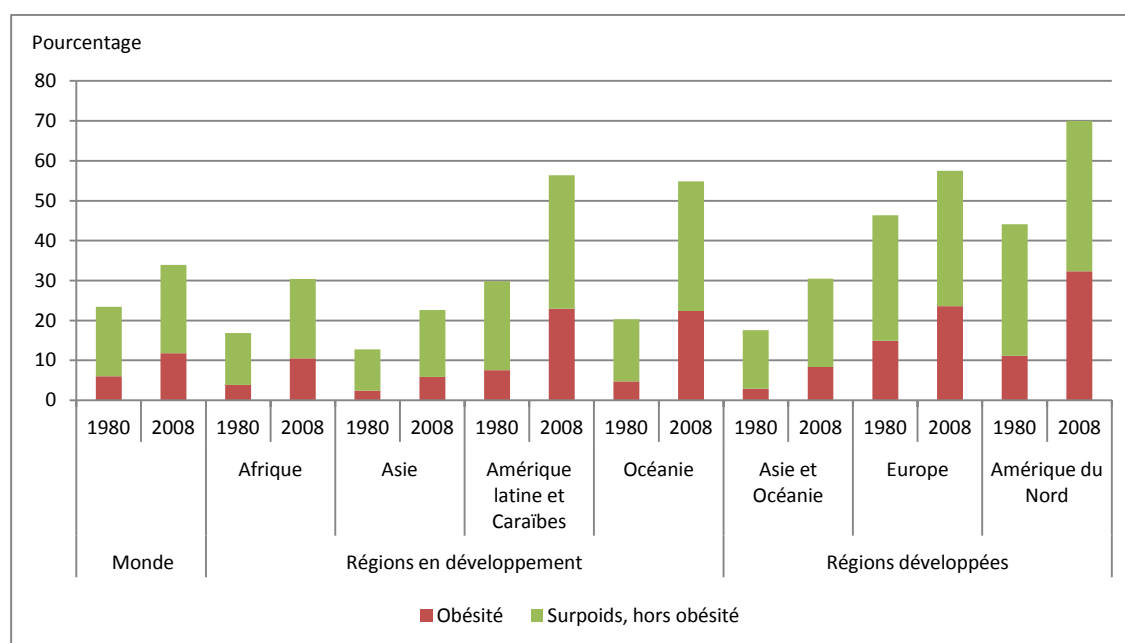
Source: compilation effectuée par les auteurs à partir de données de l'UNICEF, de l'OMS et de la Banque mondiale (2012), et des données fournies par le Comité permanent de la nutrition (2010) sur les carences en vitamine A, l'anémie et les faibles concentrations d'iode urinaire⁷.

7. Le surpoids et l'obésité (définis comme correspondant à un indice de masse corporelle⁸ supérieur ou égal à 25 et 30, respectivement) sont des facteurs reconnus d'accroissement du risque de diverses maladies non transmissibles et de divers problèmes de santé, notamment les maladies cardiovasculaires, le diabète, différents cancers et l'arthrose (OMS, 2011)⁹. La prévalence mondiale du surpoids et de l'obésité combinés a augmenté dans toutes les régions, passant de 25 pour cent à 34 pour cent chez les adultes entre 1980 et 2008. La prévalence de l'obésité a crû encore plus rapidement, de 6 pour cent à 12 pour cent (figure 3).

⁷ Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Organisation mondiale de la santé, Banque mondiale. 2012. UNICEF-WHO-World Bank Joint Child Malnutrition Estimates. UNICEF, New York; OMS, Genève; Banque mondiale, Washington.

⁸ L'indice de masse corporelle (IMC) est obtenu en divisant le poids corporel (en kg) par le carré de la taille (en m). Il est généralement mesuré chez les adultes pour déterminer l'insuffisance pondérale, le surpoids ou l'obésité. Les références internationales sont les suivantes: insuffisance pondérale = IMC < 18,5; surpoids = IMC ≥ 25; obésité = IMC ≥ 30. L'obésité est par conséquent un sous-ensemble de la catégorie du surpoids.

⁹ OMS. 2011. Global status report on noncommunicable diseases. OMS, Genève.

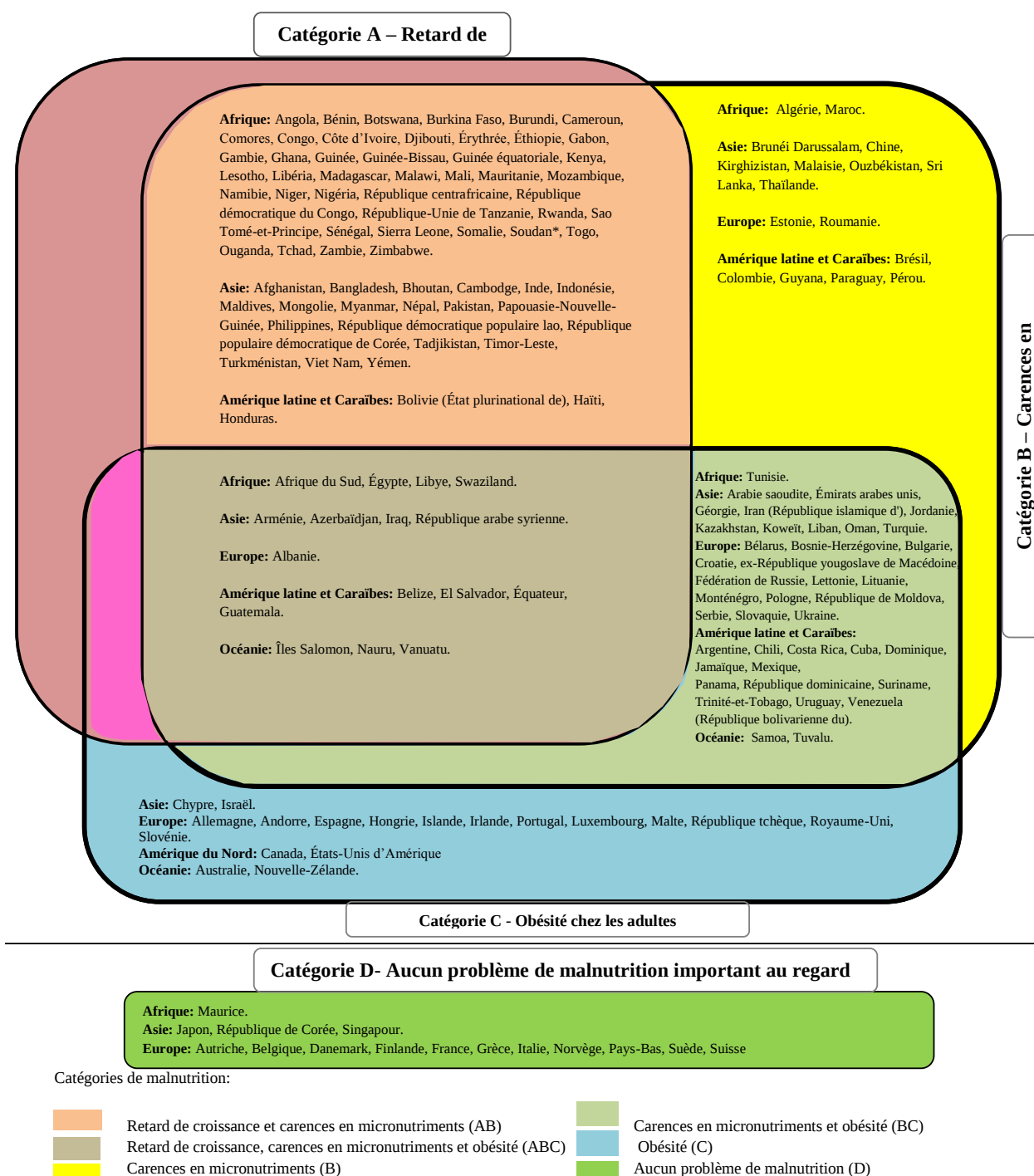
Figure 2. Prévalence du surpoids et de l'obésité chez les adultes, par région

Source: calculs effectués par les auteurs à partir des données présentées dans Finucane *et al.* 2011. National, regional and global trends in body-mass index since 1980: Systematic analysis of health examination surveys and epidemiological studies with 960 country years and 9.1 million participants. *The Lancet*, publié en ligne, 4 février, DOI: 10.1016/S0140-6736(10)62037-5; et Stevens *et al.* 2012. National, regional, and global trends in adult overweight and obesity prevalences. *Population Health Metrics*, vol. 10, n° 22.

8. Un même individu pouvant souffrir de plusieurs types de malnutrition, il n'est pas possible d'additionner les chiffres de ces différentes catégories afin d'obtenir une estimation mondiale de la prévalence de la malnutrition, mais il apparaît clairement que les caractéristiques de la malnutrition ont considérablement évolué depuis 1947. La persistance de la sous-alimentation dans de nombreux pays, la reconnaissance des carences en micronutriments comme constituant une forme de «faim cachée» et l'émergence des problèmes de surpoids et d'obésité à l'échelle mondiale ne font qu'ajouter à l'urgence et à la complexité de la question de la malnutrition.

9. La figure 3 montre comment les lourdes difficultés engendrées par la malnutrition peuvent s'ajouter les unes aux autres. Les types de malnutrition examinés ici (désignés par les conventions suivantes: A = retard de croissance chez l'enfant, B = carences en micronutriments chez les enfants et C = obésité des adultes) se présentent sous différentes combinaisons selon les pays. La figure 3 indique également les très rares pays qui n'enregistrent de problème significatif dans aucune de ces catégories.

Figure 3. Les multiples difficultés engendrées par la malnutrition



Note: les données relatives au retard de croissance chez l'enfant proviennent de l'UNICEF, de l'OMS et de la Banque mondiale (2012) (voir la note en bas de page 7). On considère que le retard de croissance constitue une menace de santé publique si au moins 20 pour cent des enfants du pays sont touchés (OMS, 2013b); les données sur le retard de croissance ne sont pas disponibles pour certains pays à revenu élevé (prévalence présumée bien inférieure à 20 pour cent). Les données sur l'anémie et les carences en vitamine A chez les enfants sont issues de l'Initiative micronutriments (2009). Les carences en micronutriments sont considérées comme une menace de santé publique si 10 pour cent ou plus des enfants du pays présentent des carences en vitamine A (OMS, 2009) ou si au moins 20 pour cent d'entre eux souffrent d'anémie (OMS, 2008). Les pays enregistrant un PIB par habitant d'au moins 15 000 USD sont considérés comme n'ayant pas de problème de carences en vitamine A (Initiative micronutriments, 2009). Les données relatives à l'obésité chez les adultes proviennent de l'OMS (2013c). L'obésité est considérée comme une menace de santé publique lorsque 20 pour cent ou plus de la population adulte du pays est obèse (taux correspondant à la prévalence médiane pour cet indicateur)¹⁰.

*Les données relatives au Soudan ont été collectées avant 2011 et se rapportent donc au Soudan et au Soudan du Sud.

10. L'évolution de la malnutrition apparaît dans le passage, à l'échelle mondiale, d'une situation où l'on meurt prématurément de maladies transmissibles à une autre où la durée de vie s'allonge et où les décès sont plus tardifs et liés à des maladies non transmissibles chroniques; elle retrace avant tout l'histoire d'une réussite technologique, sociale et économique¹¹. Cependant, le tableau est plus sombre dans les nombreux pays qui n'ont pas encore réalisé de progrès en matière d'assainissement et de qualité de l'eau, où la population rurale et les enfants souffrent encore couramment de la faim et où les progrès réalisés par les systèmes de soins médicaux doivent encore réduire les effets sanitaires nocifs de la suralimentation. De fait, les maladies non transmissibles liées au régime alimentaire deviennent de plus en plus fréquentes parmi les groupes de population à revenu faible et moyen dans les pays les moins riches. Les maladies non transmissibles, la dénutrition et les carences en micronutriments représentent un coût économique considérable, à la fois sur le front des systèmes de santé et au regard des pertes de production qu'elles entraînent.

11. Pour garantir à chacun la sécurité alimentaire et une bonne alimentation, le système alimentaire doit veiller à la disponibilité, à la sécurité sanitaire, à la diversité et à la qualité nutritionnelle de la nourriture, ainsi qu'à l'accès à celle-ci, et les individus doivent faire des choix alimentaires sains. L'agriculture contribue de manière essentielle aux résultats nutritionnels par le jeu de la production, des prix et des revenus, mais le système alimentaire global (qui comprend les technologies de transformation après récolte, la distribution et la commercialisation), peut apporter bien davantage. Un certain nombre de mesures précises permettraient de rendre les systèmes alimentaires dans leur ensemble, de la production à la consommation, plus efficaces en matière d'amélioration de la nutrition et plus durables sur le plan environnemental.

III. Pourquoi la nutrition est-elle importante?

12. Une bonne nutrition est la base de la santé et du bien-être, du développement physique et cognitif, et de la productivité économique des individus. L'état nutritionnel est un indicateur d'effet direct fondamental du développement humain et économique global, ainsi qu'un avantage social essentiel en soi. L'état nutritionnel est également un élément qui contribue au développement social et économique, et une nutrition de qualité est primordiale si l'on veut rompre les cycles

¹⁰ OMS. 2013b. Base de données mondiale sur la croissance et la malnutrition chez l'enfant (en anglais). <http://who.int/nutgrowthdb/about/introduction/en/index5.html>; Initiative micronutriments. 2009. Investing in the Future: A United Call to Action on Vitamin and Mineral Deficiencies - Global Report 2009. Initiative micronutriments, Ottawa, Canada; OMS. 2009. Global prevalence of vitamin A deficiency in population at risk 1995-2005. Base de données mondiale de l'OMS sur les carences en vitamine A (en anglais); OMS. 2008. Worldwide prevalence of anaemia 1993-2005. Base de données mondiale de l'OMS sur l'anémie (en anglais). Organisation mondiale de la santé, Genève; OMS. 2013c. Base de données de l'Observatoire mondial de la santé sur l'obésité (en anglais).

¹¹ Chicago Council, Bringing Agriculture to the Table: How Agriculture and Food can Play a Role in Preventing Chronic Disease. Chicago, 2011

intergénérationnels de pauvreté, car une bonne nutrition des mères permet d'avoir des enfants en meilleure santé, qui seront plus tard aussi des adultes en meilleure santé.

13. La dénutrition maternelle et infantile est la principale voie de transmission de la pauvreté d'une génération à l'autre. La période critique pour la croissance et le développement cognitif de l'enfant va de la conception à l'âge de 24 mois. Les troubles du développement découlant d'une dénutrition durant cette période sont irréversibles. C'est pour cette raison que de nombreuses initiatives nationales et internationales en faveur de la nutrition sont désormais axées sur les 1 000 premiers jours.

14. Les causes les plus immédiates de la dénutrition et des carences en micronutriments sont les apports alimentaires inadéquats et les maladies infectieuses. Les apports alimentaires inadéquats affaiblissent le système immunitaire et augmentent la vulnérabilité aux maladies; les maladies infectieuses entrent alors en jeu, entraînant une diminution de l'appétit, une augmentation des besoins en nutriments et un nouvel affaiblissement du système immunitaire. Ce cercle vicieux a trois causes profondes: i) des disponibilités alimentaires insuffisantes, ou un accès insuffisant à une nourriture correcte, ii) des infections qui se propagent du fait de la mauvaise qualité de l'eau, d'un assainissement insuffisant et de services de santé inadéquats, et iii) dans le cas des nourrissons et des jeunes enfants, des pratiques maternelles et des pratiques de soins inappropriées, y compris un allaitement inadéquat et l'absence d'une alimentation complémentaire nutritive; et dans le cas des adultes, de mauvais choix alimentaires.

15. Le surpoids et l'obésité entraînent une augmentation de l'absentéisme, une moindre productivité de la main-d'œuvre et une hausse des frais médicaux due aux maladies chroniques non transmissibles connexes, telles que le diabète et les cardiopathies (OMS, 2011). D'après une récente étude, la perte de production cumulée due aux maladies non transmissibles dont l'un des principaux facteurs de risque est le surpoids ou l'obésité s'élèvera à 47 000 milliards d'USD sur les deux prochaines décennies (Bloom *et al.*, 2011), soit environ 1 400 milliards d'USD pour l'année 2010, dans l'hypothèse d'un taux d'inflation de 5 pour cent.

16. La toute première cause du surpoids ou de l'obésité est la surconsommation énergétique par rapport aux besoins physiques. L'augmentation rapide de la prévalence du surpoids et de l'obésité durant les dernières décennies a donné lieu à de nombreuses explications, basées notamment sur les changements intervenus dans le système alimentaire depuis le milieu du XX^e siècle, qui ont entraîné une baisse des prix réels des denrées alimentaires, des variations dans les prix relatifs de différents types de produits alimentaires et une disponibilité accrue d'aliments commodes, hautement transformés, à forte teneur énergétique et pauvres en micronutriments.

IV. Changements et défis dans les systèmes alimentaires d'aujourd'hui

17. Les analyses et les mesures destinées à façonner les systèmes alimentaires en vue d'améliorer la nutrition doivent tenir compte du fait qu'il n'y a pas de système alimentaire unique, mais bien une multiplicité de systèmes dont les caractéristiques varient, par exemple, avec les revenus, les moyens d'existence et l'urbanisation. Ces systèmes eux-mêmes sont en constante mutation. L'évolution des économies et des sociétés, au niveau local comme au niveau mondial, modifie la manière dont les individus produisent, transforment et acquièrent les produits alimentaires.

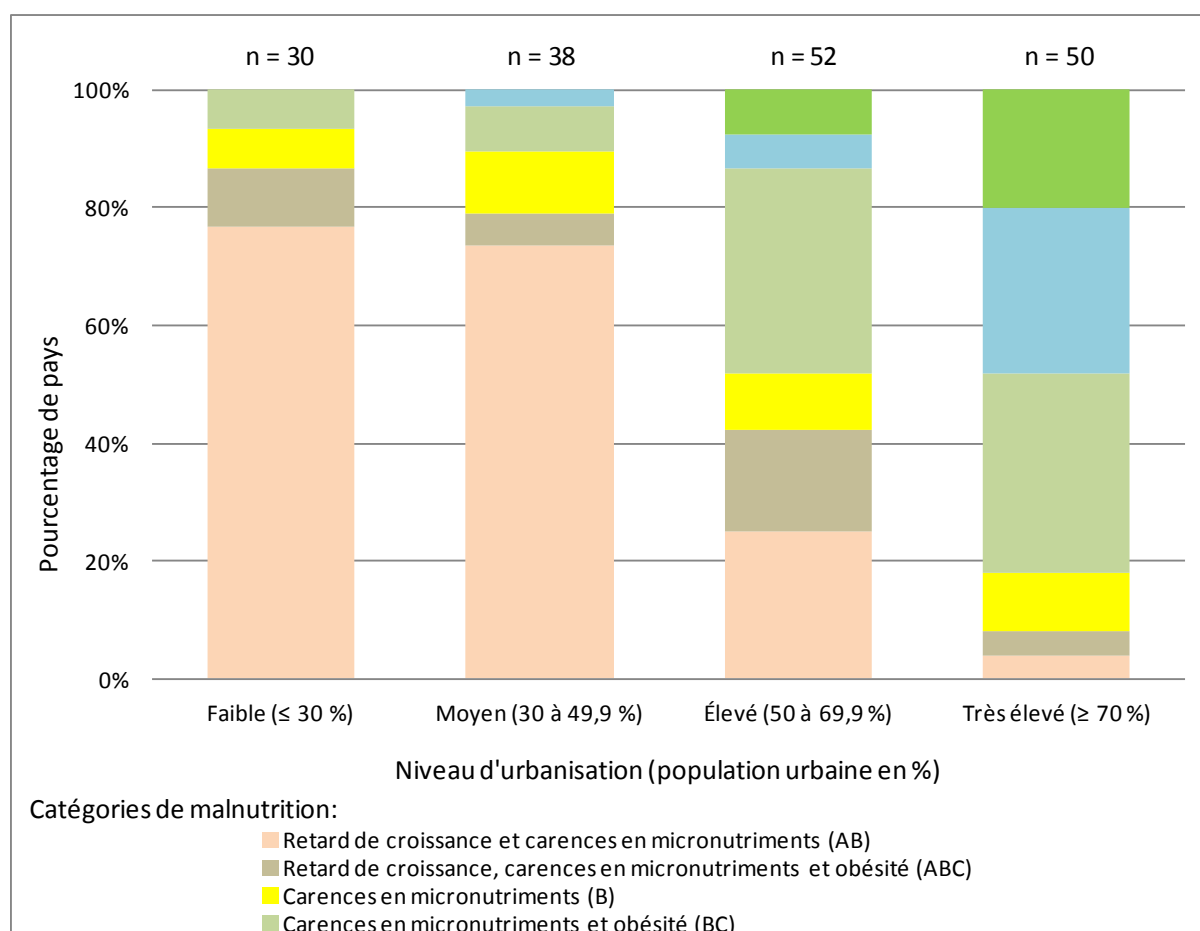
18. Le développement économique et social entraîne un changement progressif de l'agriculture, qui se caractérise par un accroissement de la productivité de la main-d'œuvre, une réduction de la part de la population travaillant dans ce secteur et une progression de l'urbanisation. Les nouvelles modalités de transport, de loisirs, d'emploi et d'activités au domicile conduisent à une vie plus sédentaire et à une demande accrue d'aliments plus commodes. Par leurs activités de recherche et de marketing, les entreprises du secteur alimentaire modèlent ces demandes autant qu'elles y répondent. À mesure que le système alimentaire change, des installations centralisées de transformation des denrées alimentaires se développent parallèlement aux grandes entreprises de gros et de logistique, des supermarchés commencent à apparaître dans le secteur de la vente au détail et les établissements de restauration rapide et commerces ambulants de denrées alimentaires se généralisent. Cette évolution

s'opère donc à l'échelle du système, modifiant les modes de production, de récolte, de stockage, d'échange, de transformation, de distribution, de vente et de consommation.

19. Le commerce, l'urbanisation et les nouvelles technologies permettent également aux marchés de réaliser des économies d'échelle qui débouchent sur une baisse des coûts de transport à la fois au niveau national et au niveau mondial. Conjuguées à la hausse des revenus, ces transformations accroissent la diversité de l'offre de produits. Cette diversité aboutit à une consommation plus élevée d'aliments d'origine animale et de fruits et légumes – une évolution bénéfique pour les personnes en situation d'insécurité alimentaire –, mais aussi d'aliments transformés, qui contiennent davantage de graisses, de sucres et de sel. Ces modifications du régime alimentaire, auxquelles vient s'ajouter une diminution des dépenses énergétiques, contribuent à augmenter le risque de surpoids et d'obésité, notamment dans les populations urbaines. La même évolution des prix, des revenus et des habitudes d'achat et de consommation se retrouve également dans les zones rurales, où les produits conditionnés sont commercialisés par l'intermédiaire des détaillants traditionnels.

20. Cette transformation de l'activité et de l'alimentation dans les pays en développement relève d'une «transition nutritionnelle», qui place ces pays face au nouveau défi de l'excès pondéral, de l'obésité et des maladies non transmissibles associées, alors qu'ils continuent de lutter contre la dénutrition et les carences en micronutriments (figure 4). Cette transition suit de près la hausse des revenus, l'urbanisation et la transformation structurelle du système alimentaire, comme cela a été observé à l'origine dans les pays industrialisés et les pays à revenu intermédiaire. Popkin, Adair et Ng (2012) décrivent ce phénomène comme «le décalage fondamental entre la biologie humaine et la société moderne»¹².

Figure 4. Représentation des pays dans chaque catégorie de malnutrition en fonction du niveau d'urbanisation (n = nombre de pays dans chaque catégorie)



¹² Popkin, B.M., L.S. Adair, et S.W. Ng. 2012. Global nutrition transition and the pandemic of obesity in developing countries. *Nutrition Review*, vol. 70, n° 1, p. 3 à 21.

Notes: *n* correspond au nombre de pays pour chaque niveau d'urbanisation. Le niveau d'urbanisation correspond au pourcentage de la population urbaine sur la population totale. Les catégories de malnutrition sont identiques à celles représentées à la figure 3.

Sources: calculs effectués par les auteurs à partir des données relatives aux populations totales et urbaines de FAOSTAT. Les sources utilisées pour déterminer les catégories de malnutrition sont identiques à celles de la figure 3.

V. Possibilités d'amélioration de la nutrition offertes par les systèmes alimentaires

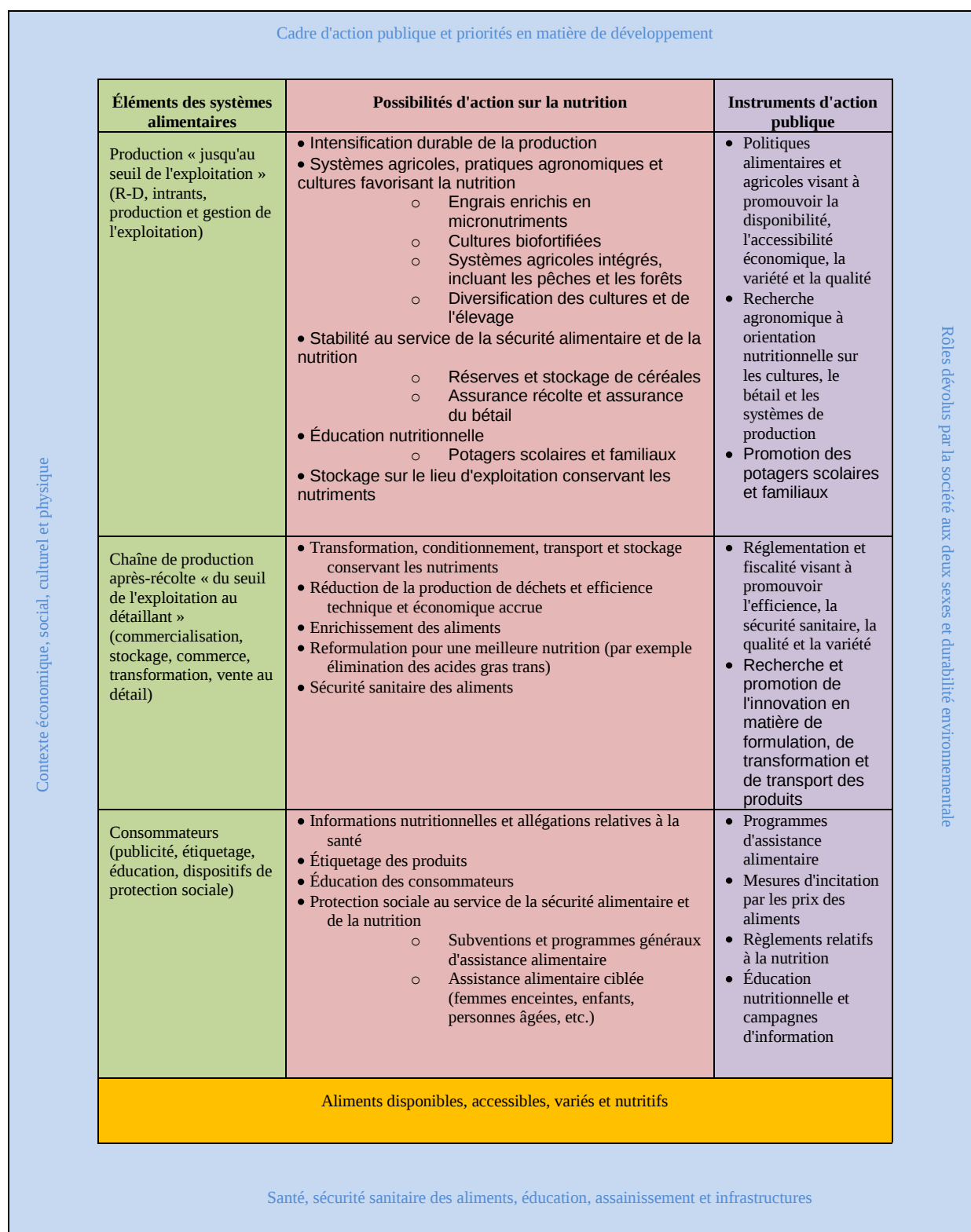
21. Le fait de traiter les questions de nutrition en considérant le système alimentaire dans son ensemble donne un cadre d'action dans lequel définir, concevoir et mettre en œuvre des interventions appuyées par une assistance alimentaire, qui visent à améliorer les régimes alimentaires et à élever les niveaux de nutrition. Les multiples liens entre les systèmes alimentaires et la nutrition offrent de nombreuses possibilités de façonner les premiers de sorte qu'ils favorisent une meilleure nutrition. La figure 5 propose une vue schématique des éléments constitutifs des systèmes alimentaires et de l'environnement économique, social, culturel et physique dans lequel ils s'inscrivent. Elle présente les possibilités d'amélioration des résultats nutritionnels et indique quelques outils d'action publique qui pourraient être appropriés.

22. La première colonne décrit les éléments qui constituent un système alimentaire, en les répartissant en trois grandes catégories: i) la production agricole jusqu'au seuil de l'exploitation (qui comprend la R-D, la fourniture des intrants, et les décisions en matière de production et de gestion); ii) la chaîne reliant l'exploitation au détaillant (qui comprend la transformation, le stockage, le transport et la vente au détail); et iii) les consommateurs.

23. La deuxième colonne donne des exemples d'activités spécifiquement destinées à améliorer la nutrition – autrement dit, de possibilités de façonner le système. La troisième colonne propose quelques instruments d'action publique principalement liés à l'alimentation, à l'agriculture et au développement rural, et susceptibles d'agir sur le système. Le cadre externe représente le contexte plus général que l'on pourrait également rendre plus propice à l'amélioration de la nutrition, par exemple en accordant une plus haute priorité à celle-ci dans les stratégies de développement national et en s'intéressant aux implications nutritionnelles des grandes politiques macroéconomiques, au statut des femmes et à la durabilité environnementale.

24. Les approches de la nutrition par l'assistance alimentaire sont souvent opposées à celles reposant sur des interventions à caractère médical, comme la supplémentation en vitamines et en minéraux. Bien que les compléments nutritionnels puissent pallier des carences alimentaires spécifiques, un régime nutritif (consommation alimentaire adéquate sur le plan quantitatif, compte tenu de l'apport énergétique, et qualitatif, compte tenu de la variété, la diversité, la teneur en nutriments et la sécurité sanitaire des aliments) offre à un individu non seulement les macro ou micronutriments présents dans les compléments, mais aussi une association complexe d'énergie, de nutriments et de fibres nécessaires, permettant des interactions qui sont peut-être essentielles à une bonne nutrition et une bonne santé, quoique cet aspect soit encore mal connu.

25. En outre, une approche reposant sur l'assistance alimentaire tient compte des avantages multiples (nutritionnels, physiologiques, sociaux, culturels et mentaux) procurés par le fait de disposer d'une variété d'aliments. La mise en place d'un système alimentaire et agricole vraiment propice à l'amélioration de la nutrition est sans doute le moyen le plus commode, adapté et durable de s'attaquer à la malnutrition, étant donné que les choix alimentaires et les habitudes de consommation finissent par s'intégrer dans le style de vie des individus.

Figure 5. Interventions au niveau des systèmes alimentaires dans le but d'améliorer la nutrition

A. La production agricole au service d'une meilleure nutrition

26. Les interventions nutritionnelles dans le domaine de l'agriculture visent généralement à accroître la quantité, la diversité et l'accessibilité financière des produits alimentaires. Les actions les plus essentielles en matière de renforcement de la productivité du secteur passent par la recherche-développement (R-D) et par des services et des politiques agricoles. Les données disponibles montrent que la croissance agricole contribue efficacement à réduire de manière durable la malnutrition dans les pays à faible revenu, où une grande partie de la population dépend de l'agriculture, mais cette croissance est lente et pourrait se révéler insuffisante. Dans ces conditions, des moyens complémentaires s'imposent pour lutter contre la malnutrition.

27. Il est également possible de contribuer à l'augmentation de la productivité agricole et au renforcement de la sécurité alimentaire par des politiques de protection et de soutien de l'agriculture. Cependant, les politiques agricoles de nombreux pays sont relativement complexes et peuvent avoir des effets contradictoires sur la nutrition. En outre, étant donné qu'elles s'appliquent à tous les produits indépendamment de leur intérêt nutritionnel, leur effet global sur la qualité sanitaire des régimes alimentaires peut être aussi bien favorable que défavorable. Avec la hausse des revenus et l'élargissement de la gamme de produits alimentaires économiquement abordables, des facteurs tels que l'aspect pratique et la réceptivité aux initiatives d'éducation nutritionnelle peuvent être des variables clés déterminant les effets des politiques agricoles sur la nutrition.

28. Les actions visant à stimuler la productivité agricole doivent aussi tenir compte des conséquences sur l'emploi du temps – notamment celui des femmes, sur lesquelles repose plus fréquemment la responsabilité de la préparation des repas et des soins aux enfants (FAO, 2011). La nutrition maternelle et infantile est particulièrement sensible aux exigences saisonnières de temps qui pèsent sur les épaules des travailleuses agricoles. Les perturbations de la nutrition maternelle et des pratiques de soins et d'alimentation des enfants durant la période critique des 1000 jours qui va de la conception à l'âge de 2 ans peuvent dégrader durablement la santé des femmes et entraîner des déficiences physiques et cognitives irréversibles chez les enfants. Prendre en compte les conséquences nutritionnelles des exigences de temps qui pèsent sur les femmes en milieu rural, investir dans les infrastructures et la technologie pour alléger ces charges et lancer des actions ciblées sur la nutrition durant les périodes critiques du calendrier des campagnes agricoles peut aider à améliorer l'état nutritionnel des femmes et des enfants.

29. De nombreux pays en développement ont subventionné les intrants, principalement les engrais et les semences, dans le but de stimuler la production et la sécurité alimentaire. Les effets de ces subventions n'ont pas encore été bien analysés, mais les données en provenance du Malawi et de l'Inde indiquent qu'elles peuvent augmenter considérablement la production agricole et les revenus des exploitants (Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, 2012).

30. Le régime alimentaire des ménages pauvres est souvent monotone et repose généralement sur un seul féculent riche en glucides pour assurer l'essentiel de l'énergie consommée. Les interventions destinées à accroître la diversité alimentaire peuvent également contribuer à remédier aux carences en micronutriments. Peu de pays ont défini la diversification alimentaire comme un objectif spécifique de l'action publique, et il y aurait encore beaucoup à faire dans ce domaine. À titre d'exemple, on peut citer le peu de R-D consacrée à l'accroissement de la productivité et de la disponibilité d'aliments riches en nutriments, tels que les aliments d'origine animale, les légumineuses et certains fruits et légumes.

31. Les programmes encourageant la diversification de la production familiale et de la production des petits exploitants sont intéressants pour augmenter la consommation d'une variété d'aliments et réduire les carences en micronutriments. Ces programmes vont des potagers familiaux de très petite taille à des projets plus complexes d'agriculture intégrée alliant des activités d'élevage et d'aquaculture à des activités rémunératrices. Les données disponibles, même si elles sont rares, indiquent que de telles initiatives sont plus efficaces pour augmenter les apports en aliments riches en micronutriments lorsqu'elles sont associées à des objectifs nutritionnels clairs et qu'elles intègrent une éducation à la nutrition et la prise en compte de la problématique hommes-femmes.

32. D'autres initiatives, comme l'enrichissement des engrais en micronutriments et la biofortification, s'attaquent aux problèmes de carence en élevant la teneur en micronutriments des aliments de base. De vastes activités de recherche-développement sur la biofortification, fondées sur la sélection végétale conventionnelle, sont menées dans le cadre du programme HarvestPlus du GCRAI. Jusqu'ici, les résultats les plus prometteurs ont été obtenus avec la patate douce à chair orange, mais d'autres produits biofortifiés sont en cours de développement.

B. La nutrition dans les chaînes de production alimentaire

33. Les produits agricoles parviennent aux consommateurs à travers des chaînes de production alimentaire. Chaque maillon de ces chaînes a une incidence sur la disponibilité, l'accessibilité financière, la diversité, et la qualité nutritionnelle des aliments. Les gains d'efficacité, la réduction des pertes et du gaspillage – à la fois des aliments et des nutriments qu'ils contiennent – et l'amélioration de la valeur nutritionnelle au moyen de l'enrichissement sont les principales initiatives qui ont une incidence sur la disponibilité, l'accessibilité financière et la diversité des aliments et, par suite, modèlent les choix des consommateurs, les habitudes alimentaires et les résultats nutritionnels.

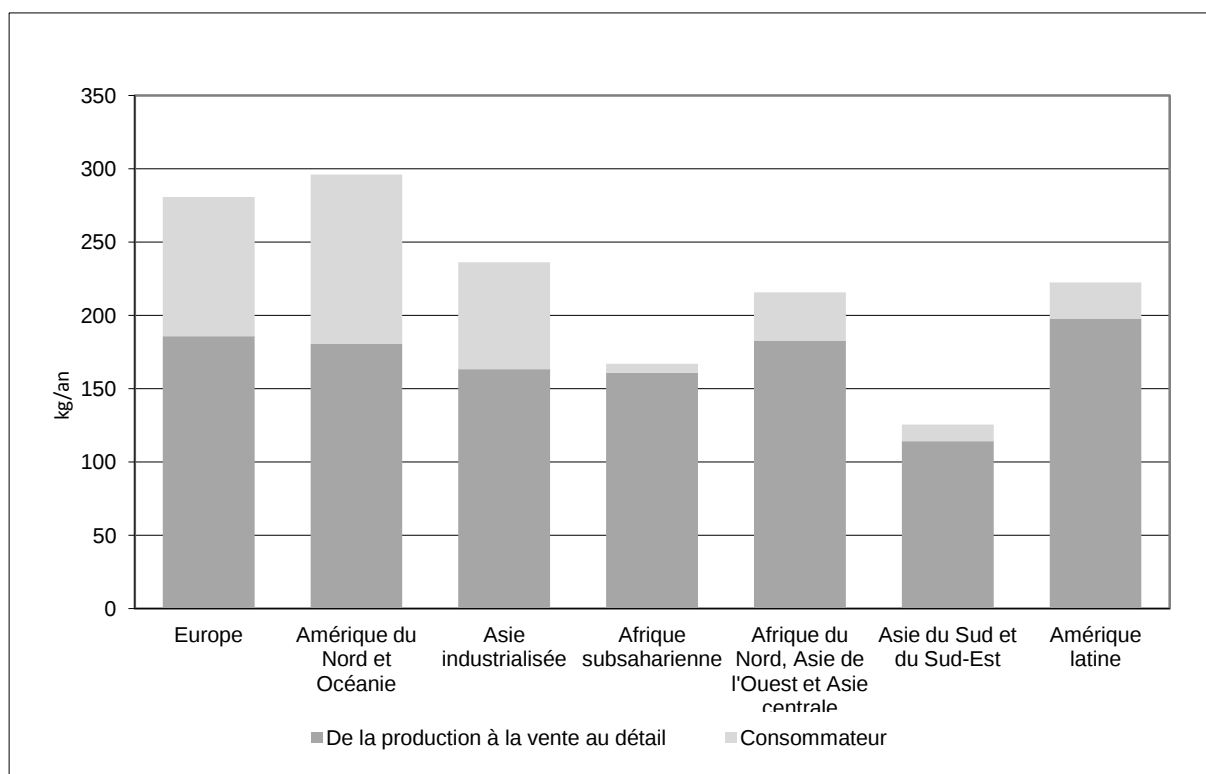
34. L'augmentation de l'efficacité des chaînes de production alimentaire résulte pour partie de la modernisation menée par les grandes entreprises de transformation et les grands distributeurs et détaillants, qui se développent rapidement dans de nombreux pays en développement. Ce processus est souvent induit par le phénomène d'intégration verticale auquel aboutit la coordination verticale des producteurs primaires, des fournisseurs d'intrants et des entreprises de transformation. Ces gains d'efficacité permettent aux agriculteurs de vendre leurs produits plus cher et aux consommateurs de s'alimenter à moindre coût, à condition toutefois que des mesures réglementaires appropriées garantissent la concurrence dans le secteur de la transformation et de la vente au détail.

35. L'intégration des petits exploitants dans les chaînes de valeur alimentaires nationales reste un enjeu majeur. Un fonctionnement médiocre d'autres aspects de la chaîne de valeur, tels que le stockage, le transport et la distribution, peut constituer un obstacle à l'entrée des petits exploitants sur le marché. Les investissements dans les biens publics qui favorisent le développement des moyens de transport et de communication et des infrastructures de services peuvent réduire considérablement les risques pour les producteurs, améliorer le fonctionnement des chaînes de valeur et, de ce fait, accroître les revenus des petits exploitants.

36. Les mesures qui visent à réduire les pertes et le gaspillage tout au long de la chaîne reliant l'agriculteur au consommateur peuvent également ouvrir des perspectives très intéressantes pour améliorer la disponibilité et l'accessibilité financière des denrées alimentaires. Un rapport récent de la FAO indique qu'environ un tiers des aliments produits dans le monde pour la consommation humaine se perd ou est gaspillé (Gustavsson *et al.*, 2011)¹³. Le gaspillage nuit à la durabilité des systèmes alimentaires, car il faut produire davantage pour nourrir le même nombre de personnes, ce qui entraîne un gâchis de semences, d'engrais, d'eau d'irrigation, de travail, de combustibles fossiles et d'autres intrants agricoles.

37. Dans les régions en développement, la plupart des pertes se produisent au niveau de l'exploitation, puis tout au long de la chaîne de production qui conduit au consommateur (figure 6). Le pourcentage de perte au niveau du consommateur est de seulement 5 à 15 pour cent, contre 30 à 40 pour cent dans les régions développées. Les pertes de certains aliments périssables riches en micronutriments tels que les fruits et légumes et le poisson sont généralement supérieures aux pertes de céréales.

¹³ Gustavsson J., C. Cederberg, U. Sonesson, R. van Otterdijk et A. Meybeck. 2011. Global food losses and food waste: Extent, causes and prevention. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Rome.

Figure 6. Pertes et gaspillage de produits alimentaires, par région

Source: Gustavsson *et al.* (2011).

38. On dispose de nombreuses mesures permettant de réduire efficacement les pertes après récolte (petites installations de stockage après récolte, amélioration de la gestion post-récolte et/ou multiplication des possibilités de transformation des produits alimentaires), mais les effets qu'elles ont sur la nutrition sont mal connus.

39. Enfin, la transformation des produits alimentaires donne la possibilité d'en modifier la valeur nutritionnelle, par exemple en les enrichissant en certains micronutriments stratégiques, comme la vitamine A, la vitamine D, le fer et le zinc. De telles techniques peuvent constituer un moyen efficace et économiquement efficient de traiter les troubles d'origine nutritionnelle. Les coûts de démarrage élevés et la nécessité de disposer de compétences techniques donnent toutefois à penser que les programmes d'enrichissement pourraient tirer profit de partenariats public-privé. Pour les consommateurs pauvres qui se trouvent en marge de l'économie et auxquels les aliments enrichis ne parviennent pas, les chaînes d'approvisionnement traditionnelles telles que les magasins de proximité, les marchés de plein air et d'autres points de vente au détail seront probablement les canaux les plus efficaces.

C. Aider les consommateurs à améliorer leur nutrition

40. Certaines interventions ciblant les systèmes alimentaires peuvent aider les consommateurs à faire de meilleurs choix. Les plus importantes cherchent à modifier les comportements à l'aide de divers instruments, notamment l'éducation nutritionnelle, les campagnes d'information du public, l'étiquetage nutritionnel, les taxes, les subventions et les programmes d'assistance alimentaire.

41. Les mesures qui s'efforcent d'influer sur le comportement des consommateurs passent souvent par un renforcement des connaissances de ceux-ci. Les actions d'information en faveur d'une bonne nutrition comprennent: l'éducation nutritionnelle dans les écoles et d'autres institutions; les campagnes d'information du public, avec notamment des directives alimentaires; et la réglementation de la publicité et de l'étiquetage.

42. L'enseignement formel influe favorablement sur la santé et l'état nutritionnel à long terme des mères et des enfants. Cependant, l'éducation nutritionnelle peut avoir un effet bénéfique distinct à court terme. Par exemple, on a observé que les ménages disposant de connaissances en matière de nutrition préservaient leur consommation d'aliments riches en micronutriments durant les périodes de choc de prix négatifs, ce qui n'était pas le cas des autres ménages.

43. Les étiquettes nutritionnelles normalisées sont une autre source d'information pour les consommateurs, qui vise à les aider à choisir des aliments plus nutritifs. Leur consultation peut en effet influencer la décision d'achat, mais il faut pour cela que les consommateurs soient capables de les lire et de les comprendre et qu'ils disposent des ressources nécessaires.

44. En outre, l'obligation de détailler la valeur nutritionnelle des aliments peut agir sur le comportement des entreprises de transformation et de vente au détail, et même les inciter à reformuler certains produits. L'obligation de mentionner les acides gras trans sur les étiquettes nutritionnelles aux États-Unis, par exemple, a amené de grandes marques à trouver rapidement des substituts à ces substances.

45. De façon générale, la publicité et l'étiquetage nutritionnel, ainsi que l'éducation nutritionnelle et les campagnes d'information du public, ont plus de chances d'être efficaces si d'autres parties du système alimentaire agissent dans le même sens. On sait d'expérience, par exemple, qu'il est préférable de combiner l'éducation en matière de nutrition à d'autres actions, telles que l'autonomisation des femmes, l'amélioration de l'accès aux services de santé et la fourniture en parallèle d'aliments complémentaires, de manière à encourager de réels changements de comportement.

46. La prise de conscience que la malnutrition entraîne des coûts, pour la société, au-delà de ceux directement pris en compte dans les prix alimentaires justifie le fait que les pouvoirs publics interviennent pour façonner les habitudes de consommation et les régimes alimentaires. Il reste d'importantes lacunes à combler dans la connaissance des moyens d'action dont disposent les autorités pour promouvoir des régimes alimentaires plus sains.

47. Les programmes d'assistance alimentaire, qui s'inscrivent souvent dans des initiatives plus larges de protection sociale, peuvent contribuer à préserver de la famine les nombreux consommateurs qui doivent faire face à une insécurité alimentaire temporaire ou chronique, et à accroître la résistance aux chocs de ceux-ci. Ces programmes sont plus efficaces lorsque l'objectif nutritionnel est clairement défini et que les activités sont conçues pour atteindre cet objectif. En outre, un ciblage plus précis des populations vulnérables peut être le meilleur moyen de renforcer l'efficacité et l'efficience des transferts destinés à augmenter la consommation alimentaire. Les programmes visant la période prénatale et la petite enfance sont généralement considérés comme les plus efficaces parmi les interventions reposant sur l'assistance alimentaire.

VI. Questions intersectorielles dans les systèmes alimentaires tenant compte de la nutrition

48. Bien que de nombreuses mesures concernent une partie précise du système alimentaire, certains sujets doivent être traités dans presque tous les cas. Les questions de parité hommes-femmes, par exemple, sont toujours pertinentes, car les hommes et les femmes participent à tous les secteurs du système alimentaire, mais en jouant des rôles différents, et ne recevront donc pas de la même façon les mesures visant à rendre les systèmes alimentaires plus propices à l'amélioration de la nutrition. De la même façon, les préoccupations liées à la durabilité environnementale touchent tous les aspects du système alimentaire et ont des implications essentielles en matière de nutrition.

A. Rôles dévolus à chacun des deux sexes en vue d'améliorer les résultats nutritionnels

49. Les hommes et les femmes jouent généralement des rôles distincts dans les systèmes alimentaires et dans les ménages, même si ces différences peuvent varier considérablement selon la région et sont en évolution rapide (FAO, 2011)¹⁴. Les interventions promouvant la parité hommes-femmes dans l'ensemble du système sont susceptibles d'améliorer les résultats nutritionnels en reconnaissant le rôle des femmes dans la nutrition (production agricole, fourniture de vivres et soins) et dans la gestion efficace des ressources limitées du ménage. Dans le secteur agricole, les technologies qui accroissent la productivité du travail des femmes rurales (outils agricoles de meilleure qualité, alimentation en eau, services énergétiques modernes et préparation de la nourriture dans le ménage) permettent à celles-ci de libérer de leur temps pour des activités plus importantes.

50. L'augmentation du revenu des femmes a des implications considérables sur les résultats nutritionnels, car les femmes continuent de jouer un rôle central dans l'évolution des habitudes de consommation alimentaire des ménages. En effet, des revenus plus élevés leur donnent davantage de poids au sein des ménages. Elles peuvent alors influencer sur les décisions relatives à la consommation, aux investissements et à la production, ce qui se traduit par une amélioration de la nutrition, de la santé et des résultats scolaires des enfants (Banque mondiale, 2011)¹⁵.

B. Systèmes alimentaires durables

51. L'importance du rôle de l'agriculture dans une gestion des ressources naturelles et de l'environnement soucieuse de la santé de l'écosystème est bien établie. L'attention s'est portée en majeure partie sur le secteur de la production, où l'accent est placé sur une intensification agricole durable, susceptible de combler les écarts de rendement et de productivité des systèmes insuffisamment performants (FAO, 2011)¹⁶. Cet aspect continue de revêtir une grande importance, notamment pour les agriculteurs pauvres. Cependant, renforcer la durabilité des systèmes alimentaires est une question qui nous concerne tous. La question de savoir comment favoriser des habitudes de consommation plus durables suscite de vifs débats. Si quelques points recueillent un large consensus, tels que la nécessité de modérer la consommation de produits d'origine animale dans les régions développées et de limiter les pertes et le gaspillage de nourriture dans le monde entier, de nombreux autres sont sources de dissensions (PNUE, 2012)¹⁷.

52. Une production et une consommation de produits agricoles durables sur le plan environnemental, social et économique sont essentielles au bien-être de la génération actuelle et des générations futures. La réduction des pertes et du gaspillage de nourriture dans l'ensemble du système peut contribuer à maintenir ou à élever les niveaux de consommation, tout en atténuant les pressions sur les systèmes de production. Les coûts et les avantages d'un système durable doivent être pris en compte dans les décisions prises par les producteurs et les consommateurs de produits alimentaires, ainsi que par les décideurs publics (FAO, 2012)¹⁸.

¹⁴ FAO. 2011. La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-11. Le rôle des femmes dans l'agriculture: Combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome.

¹⁵ Banque mondiale. 2011. Rapport sur le développement dans le monde 2012. Égalité des genres et développement. Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale, Washington.

¹⁶ FAO. 2011. Produire plus avec moins: Guide à l'intention des décideurs sur l'intensification durable de l'agriculture paysanne. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome.

¹⁷ PNUE. 2012. Avoiding Future Famines: Strengthening the Ecological Foundation of Food Security through Sustainable Food Systems. Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Nairobi (Kenya).

¹⁸ FAO. 2012. Vers l'avenir que nous voulons: En finir avec la faim et engager la transition vers des systèmes agroalimentaires durables. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome.

VII. Lacunes dans les connaissances et les données

53. Les connaissances relatives à de nombreuses questions abordées dans ce document restent incomplètes. Nombre de pays, par exemple, manquent de données et d'indicateurs de base qui permettraient d'évaluer et de surveiller la situation de la nutrition. Les interventions agricoles sont difficiles à évaluer et il faut encore clarifier de nombreux aspects de l'efficacité des potagers familiaux, du rôle des hommes et des femmes, de l'enrichissement agronomique, des innovations technologiques, de la biodiversité et des perspectives offertes par les produits alimentaires locaux dans le cadre de la transition nutritionnelle. Les recherches qui s'intéressent aux interventions visant la chaîne de production et à leurs effets sur la nutrition sont rares, mais des questions telles qu'une plus grande efficacité sur l'ensemble de la chaîne, la réduction des pertes et du gaspillage de produits alimentaires et l'accroissement de la valeur nutritionnelle des aliments figurent parmi les moins controversées dans le débat sur les systèmes alimentaires et la nutrition. Le rôle des échanges, des investissements et de la structure des marchés dans les résultats nutritionnels continue d'être mis en doute. On manque également de connaissances sur la relation entre les choix des consommateurs et les résultats nutritionnels, et des concepts tels que la diversité alimentaire et les régimes alimentaires sains restent vagues et difficiles à mesurer objectivement. Il est nécessaire de poursuivre les recherches sur l'éducation nutritionnelle et les changements de comportement, le lien entre les politiques relatives aux systèmes alimentaires et la nutrition, et celui qui unit le secteur alimentaire, les régimes alimentaires sains et les consommateurs. Enfin, de nombreuses questions demeurent quant à la manière dont les systèmes alimentaires peuvent contribuer à améliorer les résultats nutritionnels tout en soutenant des habitudes de production et de consommation durables.

VIII. Conclusions

54. Les systèmes alimentaires durables et les politiques et institutions qui les modèlent jouent un rôle fondamental dans l'amélioration de la nutrition. Au niveau le plus élémentaire, les systèmes alimentaires déterminent la quantité et la qualité des denrées disponibles pour la consommation. Jusqu'à présent, on a considéré que l'agriculture contribuait à la nutrition par la voie de l'augmentation de la production et de la productivité. Développer l'offre globale de cette manière permet d'accroître l'accessibilité financière et la disponibilité des produits alimentaires. Cependant, l'agriculture peut apporter bien davantage, à tous les niveaux du système alimentaire.

55. Par un travail d'évaluation et par une action sur chaque aspect du système alimentaire, les décideurs publics, producteurs, consommateurs et autres parties prenantes peuvent façonner un système propre à améliorer le régime alimentaire et la nutrition de tous, un système qui relie l'exploitant au consommateur et dont les produits sont disponibles, abordables, variés et nutritifs. Aider les consommateurs à choisir des aliments plus nutritifs, dans le cadre d'un régime alimentaire sain, peut améliorer les résultats nutritionnels obtenus au regard de l'ensemble des problèmes de malnutrition (dénutrition, carences en micronutriments, et surpoids et obésité). Le dynamisme des systèmes alimentaires et des politiques et institutions qui les modèlent joue un rôle central pour apporter des solutions durables à la malnutrition.

56. Par ailleurs, une bonne nutrition contribue également à l'amélioration de l'alimentation et de l'agriculture. En effet, elle permet d'augmenter la productivité de la main-d'œuvre, de renforcer les moyens de subsistance en milieu rural et de dynamiser le développement économique et social. Une meilleure nutrition implique également une augmentation de la consommation alimentaire des personnes qui souffrent d'un déficit en calories et une diminution de l'apport énergétique de celles qui mangent simplement trop pour rester en bonne santé. Obtenir des gains d'efficacité et réduire le gaspillage à tous les niveaux est un objectif réalisable qui peut contribuer à rendre les systèmes alimentaires plus durables. Les actions visant à améliorer la nutrition par l'entremise de systèmes alimentaires durables apparaissent dès lors comme une solution gagnant-gagnant pour la société et pour l'agriculture.